



**M. COUPEAU, merci pour avoir accepté cette interview. Pouvez-vous vous présenter en quelques lignes ?**

Je suis exploitant agricole sur la commune de Niherne et Villers les Ormes en céréales, oléagineux et aviculture (élevage de volailles). J'ai également une mission à la Chambre Régionale d'Agriculture du Centre-Val de Loire (CRA).



**Vous avez été Président de la FDSEA (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricole) pour le département de l'Indre. Que retenez-vous de ce travail et de cette expérience ?**

Dans notre métier d'agriculteur nous sommes confrontés à divers problèmes et containtes. L'objectif de ce travail consiste à défendre les agriculteurs. Cela peut aller du conflit de voisinage à l'application d'une réglementation mal assimilée. Il faut savoir que nous sommes submergés par des tonnes de réglementations auxquelles nous devons faire face. Ces réglementations changent également très souvent.



**En 2016, l'âge moyen des agricultrices et agriculteurs français était de 52 ans. Dans les dix années à venir, Terre de liens estime que 25% d'entre eux partiront à la retraite. L'occasion de repenser le modèle agricole national, notamment en ce qui concerne les pratiques et les modèles de transmission des exploitations. Quel est votre avis sur ce sujet majeur ?**

Je pense que c'est plus de la moitié des exploitants dans les dix à vingt ans qui vont changer de mains. Il y a de « Grands Penseurs... » en agriculture mais qui n'agissent jamais. Aujourd'hui, il y a une concentration des terres que sur quelques exploitants par commune. On essaye que les exploitations soit équilibrées en surface (hectares). Les politiques disent, « On travaille, On règlemente. » pour se donner bonne conscience mais rien n'est fait et on constate que des structures de 400 hectares passent à 600 hectares sans qu'on puisse agir. Certaines exploitations de 70 à 90 hectares sont parfois bloquées. C'est une totale incompréhension !



**Le marché du bio atteint presque treize milliards d'euros, soit deux fois plus qu'il y a cinq ans. Les surfaces agricoles françaises en bio représentent 9,5% de l'ensemble des surfaces. Toutefois, l'objectif des 15% en bio n'a pas été atteint en 2022 selon le gouvernement. Le Bio, niche ou réelle nécessité ? Quel est votre point sur ce sujet ?**

Depuis la période inflationniste, les consommateurs ont délaissé le bio pour se focaliser sur le premier prix, souvent lié à l'importation car la France est totalement dépendante de l'importation sur le premier prix. Maintenant, il faut gérer la non-consommation bio et que les producteurs puissent vivre de leur production ce qui n'est plus le cas à cause des « non-ventes ». Aujourd'hui, faisons une pause de conversions et sauvons les producteurs actuellement affiliés au bio.



**Les faits montrent que la France n'a plus la main sur différents sujets et notamment en matière de production de ressources alimentaires. La France était « le grenier » de l'Europe. Aujourd'hui, nous devons importer des produits pour notre alimentation quotidienne et celle de nos élevages. L'axe politique actuellement en place qui consiste à donner tous les pouvoirs à la commission européenne est-il tenable ?**

Je serais plus nuancé car les politiques français imaginent de nombreuses contraintes pour l'agriculture française mais oublient d'interdire les produits non contraints. Cette situation crée une concurrence totalement déloyale. Pour exemple, les cerises, on interdit le diméthoate soi-disant dangereux pour la santé, pour empêcher d'avoir des vers dans le fruit (décision de députés français). La conséquence, c'est une chute de 20 % de la production française avec un doublement de l'importation de cerises provenant de Turquie traitées avec le diméthoate. Y a-t-il une logique je vous laisse juge... En ce qui concerne l'Europe et la commission européenne, oui la commission est totalement en déphasage avec le terrain. Nous devons tous comprendre que l'alimentation est vitale voire aujourd'hui, une véritable arme. La commission « s'amuse » en suivant les accords bilatéraux, marchandage agricole... Je pense au Marché commun du Sud (mercosur) entre autres. Cette situation n'est plus tenable. Il faut retrouver une vraie stratégie sur l'alimentaire, une autonomie, une fierté d'être européens et ne plus être les vassaux des Etats Unis d'Amérique. Je pourrais évoquer également avec vous les Organisations civiles et militaires (OCM) mais cela se fera une autre fois car l'explication doit être complète.



**Aujourd'hui, nous vivons une véritable punition avec la destruction de nos campagnes, accompagnée de certaines solutions ENRI imposées par l'état. Nos campagnes ont été historiquement oubliées alors que des dizaines de milliards d'€ (notre argent) ont été déversés dans les villes et les cités. Pour quels résultats, les émeutes catastrophiques de juin et de juillet 2023 ... ?**

Cette situation relève de la volonté de l'état qui passe malheureusement en force et sans concertation. Beaucoup d'agriculteurs peinent à vivre dans le département de l'Indre. 600 agriculteurs vivent avec moins de 400€ par mois car leurs ventes ne couvrent pas leurs charges. Dans ces circonstances, on leur propose de mieux vivre avec les ENRI. Pour nous, cette situation est compliquée à gérer.



**Comme vous le savez, nos campagnes font l'objet de bouleversements majeurs, bouleversement en matière de paysage, de biodiversité, d'artificialisation des sols... Pourquoi cette fuite en avant qui va complètement bouleverser notre ADN paysanne et française ? Que proposez-vous ?**

Notre département est relativement épargné de ce phénomène. Je m'inquiétera plus de la chute des élevages bovins dans notre département qui sont garants de prairie, de haies. Cette chute fait suite à des campagnes de dénigrement de cette production. Il faut lire le rapport de la cour des comptes ! Les personnes qui militent contre les bovins seront responsables de la destruction de prairies ou des haies. Un petit rappel, plus de vache, plus d'entretien avec des campagnes plus vulnérables aux incendies. A méditer...



**Le département de l'Indre subi un nouveau paradigme avec notamment, l'arrivée en masse de solutions ENRI. Ces solutions ont différents impacts bien identifiés et indélébiles. La majorité de ces solutions sont accueillies par des paysans, sur leur terre, alors qu'ils avaient historiquement vocation à nourrir les Hommes et pas de produire de l'énergie électrique ou autres énergies. Pourquoi un tel bouleversement dans ce métier ? Allons-nous vers une catastrophe alimentaire encore cachée ?**

Les déséquilibres créés par des accords bilatéraux sont néfastes à notre indépendance alimentaire. Aujourd'hui, pour la viande de volaille nous importons 66 % de notre consommation. Je me suis installé en 1995, nous avons augmenté notre importation de tomates de 1000 %. Sachez que si vous consommez une tomate espagnole, vous êtes responsable de la mer de plastique à Lleida. Les problèmes agricoles sont complexes et parfois les accusations portées sur l'agriculture sont injustes. Il faut élargir le spectre des connaissances et des prises de conscience. L'acte d'achat du consommateur est très important. Pour compenser le manque à gagner pour les agriculteurs, les politiques laissent faire avec les ENRI. A chacun ses responsabilités, les ENRI, c'est un choix politique...



**Lorsque l'on regarde de près les terres d'accueils pour ces productions, on peut se rendre compte aujourd'hui et en grande majorité que les « grands » propriétaires (grandes exploitations) activent ces projets. Sommes-nous dans une nouvelle forme de lutte des classes ?**

Je pense qu'il ne faut pas prendre le problème dans ce sens. Il faut convaincre les propriétaires d'affermier aux jeunes afin qu'ils puissent accéder au foncier pour faire de l'agriculture. La propriété agricole est souvent familiale. Il faut sortir de cette image d'Epinal, « les gros propriétaires ». Certes, ils existent mais ils ne sont pas représentatifs du propriétaire standard. A l'époque, nous nous étions révoltés contre l'achat du général chinois de terre agricole. La presse n'a jamais repris ce que j'ai réellement dit. Si le général chinois avait accepté de louer ces terres à plusieurs jeunes, nous l'aurions accompagné. Il faut vraiment que le jeune soit délesté de la charge foncière. Il existe des GFA (Groupement Foncier Agricole), des GFR et autres montages possibles avec des capitaux extérieurs.



**Dans ces conditions, il y a-t-il pour vous des pépites (des territoires) de l'Indre qu'il faut sanctuariser en matière environnementale et en matière de paysage ?**

Pourquoi toujours vouloir sanctuariser ? Il faut sauver le travail des agriculteurs et permettre qu'ils puissent vivre dignement. Dans ces conditions, tout restera en place, c'est aussi simple que cela.



**Le PNR de la Brenne est une entité unique et indivisible. Ce PNR est attaqué de toutes parts avec différents projets : éoliens, photovoltaïques... Quelle est votre plus grande crainte pour les prochains mois ?**

C'est aux politiques d'assumer leur choix...



**Quel est votre plus grand espoir pour les prochains mois ?**

Que les journalistes changent leur angle d'attaque, que les économistes deviennent plus Keynésiens, et que D. Ricardo soit mis au placard cependant, lui était anti-écologiste.



**Quels sont vos projets en matière de diminution des impacts liés aux énergies fossiles ?**

Je souhaite produire de l'hydrogène à base de chanvre conciliation (énergie et alimentation). Avec la tige nous produisons de l'hydrogène, avec les graines de l'huile et de la farine. C'est une culture qui consomme peu d'eau sans désherbant ni insecticide et fongicide. C'est une culture rustique et renouvelable. Sur la plaine de Châteauroux, nous pouvons replacer des zones couvertes ou toutes les cultures sont fauchées. C'est un abri pour les oiseaux, les animaux des plaines, une vraie diversification écologique. Tout le monde « rigole », personne ne soutient la démarche, mais nous avons raison et nous irons jusqu'au bout...

